

## **Conclusions de l'atelier mondial sur les sécheresses dans les bassins transfrontières, 26-27 février 2024**

### **Les sécheresses et leurs impacts**

Les sécheresses sont les catastrophes les plus meurtrières et les plus coûteuses<sup>1</sup>. La pénurie d'eau résultant des sécheresses a des effets néfastes sur la santé humaine, l'agriculture, notamment l'élevage, les écosystèmes, l'approvisionnement en eau domestique et industrielle, la production d'énergie hydroélectrique et la navigation. Les effets en cascade des sécheresses sont nombreux, notamment sur la sécurité alimentaire, la perte de biodiversité, la multiplication des incendies de forêt et des tempêtes de sable, la réduction du refroidissement des centrales électriques, la désertification, l'augmentation de la pollution de l'eau, l'intrusion d'eau salée et l'affaissement des sols. Les sécheresses peuvent également nuire à l'éducation et à l'inclusion, en particulier pour les femmes. Les sécheresses, combinées à la croissance démographique, entraînent une pénurie d'eau, ce qui peut se traduire par des tensions et des conflits accrus entre les pays et une augmentation des migrations. L'impact économique de la sécheresse est également immense.

Les sécheresses sont des événements qui se produisent lentement et le changement climatique devrait en augmenter la fréquence et l'intensité. Avec l'augmentation des températures de l'air, les sécheresses risquent de se produire plus rapidement. Dans le même temps, avec plus d'humidité dans l'atmosphère due à l'évapotranspiration, les précipitations pourraient devenir plus intenses, entraînant une augmentation des inondations.

Toutes les régions du monde souffrent aujourd'hui de sécheresses et, compte tenu de leur complexité et de leurs effets en cascade, il est important de les traiter de manière systémique. Les sécheresses ne pouvant être évitées, il est impératif de prendre des mesures pour en réduire l'impact et éviter qu'elles ne se transforment en catastrophes. Il convient de garder à l'esprit que les coûts de l'inaction sont généralement supérieurs aux coûts de l'action.

### **Avantages et défis de la lutte contre la sécheresse au niveau transfrontière**

Plus de 60 % des ressources en eau douce sont partagées par deux pays ou plus. La coopération transfrontière est donc cruciale dans la gestion de la sécheresse. La coopération transfrontière permet d'éviter les erreurs d'adaptation et rend la gestion de la sécheresse plus efficace grâce au partage des données et des ressources et à la localisation des mesures là où elles auront le plus d'impact.

Les sécheresses sont généralement une préoccupation commune dans les bassins transfrontières, bien que la priorité puisse varier entre les riverains selon qu'ils sont en amont ou en aval, la proportion du bassin qu'ils partagent et leurs activités économiques liées à l'eau. Les différences d'intérêts et de priorités, ainsi que les difficultés d'harmonisation des approches et des méthodes entre les riverains, peuvent rendre la coopération difficile. Ces différences doivent être identifiées et comprises. Il convient de garder à l'esprit que la coopération présente des avantages économiques.

### **Le rôle des organismes de bassin**

La gestion de la sécheresse étant un défi multisectoriel et transfrontière, il est nécessaire de mettre en place des cadres institutionnels et des mécanismes de consultation et de coordination appropriés, tant au niveau national qu'au niveau transfrontière. L'eau ne doit pas être considérée comme un secteur mais comme un lien entre l'alimentation, l'énergie, les écosystèmes et les moyens de subsistance, et la gestion de l'eau doit

---

<sup>1</sup> CNULCD, 2022. La sécheresse en chiffres 2022 – restauration pour la préparation et la résilience.  
<https://www.unccd.int/resources/publications/drought-numbers>

donc être prise très au sérieux, car par exemple, la sécurité de l'approvisionnement en eau est une condition préalable à la sécurité alimentaire.

Le renforcement des organismes régionaux et l'institutionnalisation de la coopération grâce, par exemple, à des accords solides et à la promotion du dialogue, peuvent favoriser la coopération. Les organes communs, tels que les organismes de bassin transfrontières, sont bien placés pour conseiller les États membres dans leurs décisions visant à maximiser les avantages de leur action collective en matière de coopération transfrontière à un niveau qui ne peut être atteint par une action unilatérale. Il faut accélérer la création et le renforcement des capacités des organismes de bassin transfrontières et leur confier ce rôle pour assurer la cohérence des politiques de prévention de la sécheresse et de gestion de l'eau. Il est important qu'un nombre croissant d'organismes de bassin transfrontières commencent ou continuent à travailler sur les sécheresses, mais il est nécessaire d'y accorder une attention beaucoup plus grande. À cet égard, davantage de bassins sont encouragés à rejoindre le réseau mondial de bassins travaillant sur l'adaptation au changement climatique, coordonné par la CEE-ONU et le RIOB.

Les mandats des organes communs devraient couvrir à la fois les eaux de surface et les eaux souterraines. Les accords transfrontières actuels et futurs doivent prendre en compte les changements hydrologiques et les phénomènes extrêmes tels que les sécheresses résultant du changement climatique. Ils doivent être conçus de manière à être flexibles et adaptables.

### **Mesures pertinentes pour améliorer la réponse aux sécheresses**

La gestion de la sécheresse est une question complexe qui requiert une approche intégrée. La gestion de la sécheresse commence par une gestion durable des terres. Cela implique de prêter attention à la restauration des zones humides, au reboisement et à la restauration des écosystèmes en général, à la prévention du surpâturage, à la récupération de l'eau, à la recharge contrôlée des aquifères, à la prévention de l'érosion, à la lutte contre l'imperméabilisation des sols et aux pratiques agricoles durables. Ces mesures contribuent à garantir des sols sains, capables de capter et de stocker l'eau, ce qui rend les terres moins vulnérables à la sécheresse et aux inondations. L'aménagement du territoire est donc nécessaire. Les solutions fondées sur la nature, parfois combinées à des infrastructures grises, peuvent offrir de bonnes opportunités. Il convient de noter que les mesures peuvent avoir un impact bien au-delà du bassin hydrographique, comme c'est le cas pour le bassin de La Plata, qui souffre de la déforestation dans le bassin de l'Amazonie.

La gestion de la sécheresse consiste également à gérer la demande en eau, à réduire la consommation d'eau, à éviter la surexploitation des eaux souterraines et des eaux de surface et à répondre durablement aux besoins des différents usages et écosystèmes, notamment en maintenant des débits écologiques minimaux. Cela inclut l'utilisation rationnelle de l'eau, en ciblant différents secteurs tels que l'agriculture et l'industrie, mais aussi les ménages. L'utilisation de ressources en eau non conventionnelles, telles que la réutilisation des eaux usées traitées, devrait également être explorée.

Outre les mesures structurelles, il convient d'inclure des mesures non structurelles telles que des réglementations, des régimes d'assurance contre la sécheresse et des incitations économiques en faveur d'une utilisation efficace (tarifs et subventions), ainsi que des mesures de sensibilisation du public. L'application ultérieure des lois et des règlements est essentielle.

Des plans d'action et des stratégies doivent être élaborés sur la base d'une répartition juste et équitable des ressources, en donnant la priorité aux utilisations les plus essentielles. Dans le cas d'une coopération transfrontière, ils doivent être fondés sur le principe du partage des avantages et des charges. Les plans de gestion de la sécheresse doivent également être élaborés en continuité avec les plans de gestion des inondations, car ils ont tous deux pour objectif de réduire les extrêmes dans le cycle de l'eau et, en outre, les mêmes bassins sont souvent touchés à la fois par les inondations et les sécheresses. Il est également important d'intégrer les questions de sécheresse dans les plans de gestion des bassins hydrographiques, y compris au niveau transfrontière.

La surveillance, la gestion et l'analyse des données, la modélisation, les systèmes d'aide à la décision et les systèmes d'alerte précoce sont essentiels pour une réduction efficace des risques de sécheresse. Les indicateurs fournissent des informations utiles pour diagnostiquer le phénomène observé et sa gravité, et pour concevoir une réponse appropriée et proportionnée. Les systèmes d'observation au sol doivent être soutenus par un système informatique numérique qui bénéficie des opérations de télédétection et des systèmes climatiques mondiaux pour compléter et vérifier les données. Au niveau transfrontière, le suivi et la gestion des données nécessitent une coordination entre les parties prenantes, un partage des données en temps utile et des canaux de communication cohérents pour diffuser les données et les informations dans les langues locales. Il est essentiel de combiner les connaissances indigènes locales et les connaissances scientifiques pour que les informations sur le climat soient pertinentes pour les communautés et qu'elles leur donnent les moyens d'agir. Enfin, un système d'incitation peut renforcer le sens des responsabilités et l'appropriation des systèmes de mesure afin d'en assurer la durabilité.

Le renforcement des capacités et la sensibilisation sont essentiels à l'élaboration de stratégies et de plans de gestion de la sécheresse. Tous les niveaux de gouvernement, du local à l'international, doivent être conscients des causes et des effets de la sécheresse et de ce qui peut être fait pour y remédier. Le secteur privé doit également être sensibilisé, tout comme les communautés locales.

Une fois que les plans sont en place, ils doivent être mis en œuvre. De nombreux plans de gestion (de la sécheresse) des bassins, pourtant solides, restent sur une étagère sans être mis en œuvre sur le terrain. Des ressources dédiées (financières, techniques et humaines) doivent être mobilisées au moyen de mécanismes durables afin de garantir que les fonctions clés du processus de planification ne dépendent pas d'un projet, mais qu'elles puissent être assurées de manière routinière par les organismes de bassin. Il est nécessaire d'accroître le financement de la gestion de la sécheresse par des sources nationales et internationales.

### **Cohérence des politiques sectorielles au niveau national et international**

Au niveau national, les experts travaillant dans les ministères de tutelle sur les questions susmentionnées – les écosystèmes, les zones humides, les forêts, l'eau, l'agriculture, la désertification et le climat – devraient mieux travailler ensemble. À cette fin, il pourrait être utile de préparer une liste des différents coordonnateurs responsables des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) pertinents dans chaque pays. En outre, il est important de promouvoir des programmes d'intervention régionaux avec une approche synergique entre les objectifs des trois conventions de Rio (CCNUCC, CNULCD et CDB) avec la sécurité hydrique comme fil conducteur.

### **Outils et initiatives phares**

Il existe de nombreux outils et initiatives différents, notamment ceux développés dans le cadre de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), du programme de gestion intégrée de la sécheresse (PGIS), de l'Alliance internationale pour la résilience face à la sécheresse (IDRA), du cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de la Convention sur l'eau et d'autres encore. Il existe de nombreux exemples réussis de surveillance et de gestion des sécheresses transfrontières dans le monde, qui peuvent servir d'enseignements pour d'autres bassins transfrontières. Les pays et les bassins devraient utiliser ces outils et ces expériences et s'en inspirer.